

Les dix ans où le mot « asile » a perdu de son sens

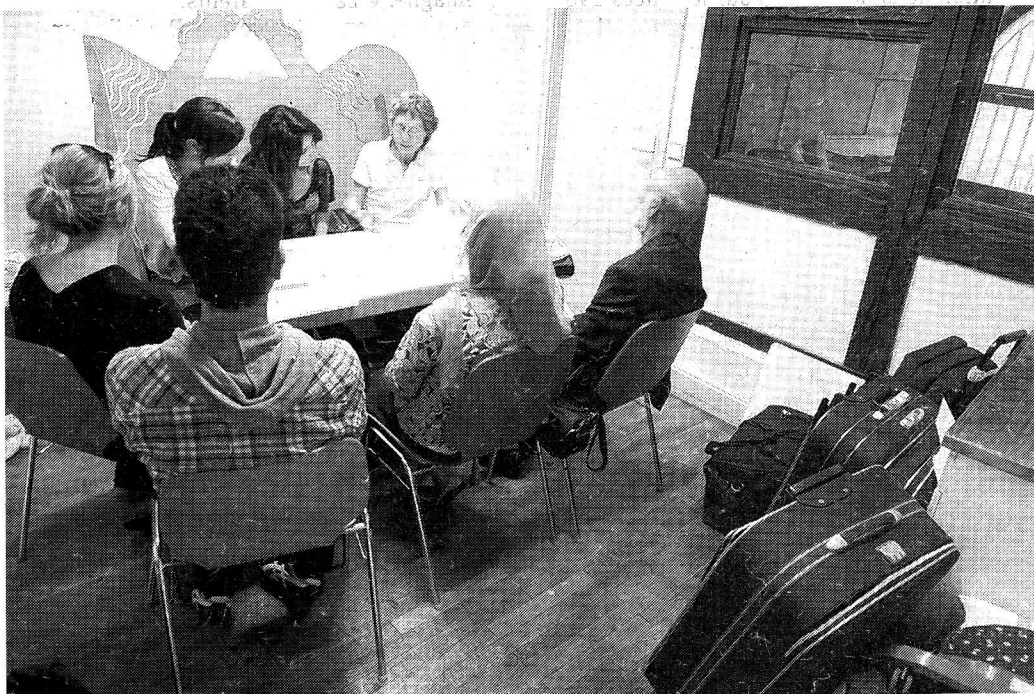
Après dix ans d'un lent glissement, jalonnés de cinq lois toujours plus restrictives, que reste-t-il du droit d'asile en France ? C'est la question que pose Simone Fluhr dans un livre intitulé « Mon pays n'est pas sûr ».

SOUS LA PRESSION des mouvements provoqués par le chaos dans d'anciennes républiques soviétiques, en ex-Yougoslavie, dans les pays de la Corne de l'Afrique ou plus loin en Asie du sud (Sri Lanka), le droit d'asile français a connu une lente et profonde refonte ; une rupture qui s'est amplifiée depuis une dizaine d'années. Ce glissement a parfois provoqué d'âpres débats et plus souvent encore un silence insupportable à ceux qui, comme Simone Fluhr, sont engagés dans les associations ou collectifs d'aide aux migrants.

Un reniement des valeurs qui fondent la République

Simone Fluhr fait le récit de cette redéfinition du droit d'asile qu'elle assimile à un reniement des valeurs qui fondent la République. Elle n'évoque pas les textes de loi successifs, ni les directives du ministère de l'Intérieur qui depuis quelques années donne consigne aux préfets de « faire du chiffre » en matière d'expulsions, ni le discours politique qui amalgame de plus en plus souvent - parfois à dessein - immigration et insécurité. Simone Fluhr procède de la manière la plus simple et la moins contestable : elle livre des témoignages, tirés de sa propre expérience et des récits faits par les demandeurs d'asile.

Des hommes, des femmes, souvent des familles avec en-



Simone Fluhr livre des témoignages tirés de sa propre expérience et des récits faits par les demandeurs d'asile. PHOTO ARCHIVES DNA - CÉDRIC JOUBERT

fants qui ont poussé la porte de la maison jaune qui donne sur les berges de l'Ill, quai Saint-Nicolas à Strasbourg, où le Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile (CASAS) a élu domicile.

C'est le récit d'une indignée qui refuse « de mal nommer les choses, (car) cela ajoute au malheur du monde » (Camus) ; elle ne parle donc pas de « rafle d'immigrés » comme d'aucuns le font, mais décrit une ambiance de traque.

Le droit d'asile « ne cesse de courir vers une improbable maîtrise »

Traque d'hommes, de femmes risquant à tout instant d'être embarqués par la police, alors qu'ils se rendent à CASAS, aux restos du cœur, où traversent simplement un passage piéton au rouge. Puisqu'il faut bien un prétexte aux con-

trôles d'identité opérés par la Police aux frontières. Familles claquemurées dans des chambres d'hôtel dont elles n'osent plus trop sortir.

Le droit d'asile « ne cesse de courir vers une improbable maîtrise », écrit fort justement Jean-Luc Nancy dans sa préface. La réponse apportée pour l'heure est le démantèlement de l'ancien dispositif ; on a ainsi installé les demandeurs d'asile dans une précarité grandissante.

Recours au 115 trop risqué

Les plans d'urgence hivernale passés, ce sont des dizaines de personnes et de jeunes enfants qui se retrouvent chaque année à la rue, à Strasbourg. Les clandestins, des hommes, des femmes naviguant entre deux procédures, ne peuvent plus avoir recours au 115. Trop risqué.

« Non, on n'arrache pas un père ou une mère à ses enfants. Non, on n'enferme pas des enfants dans une prison, et le fait que cette prison s'appelle centre de rétention ne change rien pour eux. Non, il y a des choses qu'on ne fait pas, et tout ce qu'on pourra nous raconter de la realpolitik n'y changera rien », proteste Simone Fluhr. Son livre fait un état des lieux, le titre est une réponse à ceux qui lient immigration et insécurité : « Mon pays n'est pas sûr ». Pour les réfugiés. ■

CHRISTIAN BACH

» « Mon pays n'est pas sûr », Scribest, 127 p, 12 euros. Le livre accompagne la sortie du film « Les éclaireurs », film de Simone Fluhr et Daniel Coche (Dora films, septembre 2011) qui évoque le travail quotidien du CASAS auprès des demandeurs d'asile.